



REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2014

Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye
(CHNPT)

RAPPORT FINAL

Septembre 2015

PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/ SSPM



Liberté 6 extension, en face Camp Lederc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail : sspm@sspm.sn

SOMMAIRE

SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT	4
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	19
1.1. CONTEXTE DE LA MISSION	19
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION.....	19
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS.....	20
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	20
2.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	22
2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés	22
2.2.2. La Commission des Marchés	22
2.3. LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	23
2.3.1. La Direction centrale des Marchés publics	23
2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics	23
2.4. LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES.....	23
2.5. LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	24
2.6. MODIFICATIONS APORTEES PAR LE DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014	24
2.7. ARRETES D'APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014	25
3. SYNTHESE DE LA REVUE	28
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL.....	28
3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante	28
3.1.2. Commission des marchés	28
3.1.3. Cellule de Passation des marchés.....	29
3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	29
3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés	30
3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés.....	30
3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés	30
3.1.6. Archivage des dossiers.....	30
3.1.7. Autres	30
3.1.7.1. Registre des marchés.....	30
3.1.7.2. Manuel de procédures administratives, comptables et financières.....	30
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	31
3.2.1. Echantillon	31
3.2.2. Rappel des seuils applicables au CHNPT en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007	31
3.2.3. Marchés conclus par AOO	32
3.2.3.1. Constats d'ordre général.....	32
3.2.3.2. Constats spécifiques.....	32
3.2.4. Marchés conclus par DRP	33
3.2.4.1. Constats d'ordre général.....	33
3.2.4.2. Constats spécifiques.....	33
3.2.5. Marchés conclus par Entente Directe.....	35
3.2.6. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du CRD de l'ARMP.....	35
3.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION FINANCIERE	35
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE	35
3.4.1. Sélection	35
3.4.2. Travaux effectués.....	36
3.4.3. Résultats	36

4. RECOMMANDATIONS	37
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNELS	37
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES.....	38
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE	39
4.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT PHYSIQUE.....	39
5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	39
6. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....	40
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES OUVERTS	40
6.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX	41
6.3. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DE L'ENTENTE DIRECTE.....	42
7. ANNEXES	43
7.1. FICHES SYNOPTIQUES.....	44
7.2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	73

SIGLES & ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
CHNPT	Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Terme de Références
TC	Titre de Créance
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE DES TRAVAUX D'AUDIT

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2014 par le Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye (CHNPT), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le CHNPT, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent:

Tableau récapitulatif des constats et recommandations pour CHNPT

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	OBSERVATIONS DU CHNPT	COMMENTAIRES DU CABINET
A DISPOSITIF INSTITUTIONNEL LIE A L'ORGANISATION ET A L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES				
1	Commission des marchés: Les textes désignant les membres de la Commission des marchés ont été établis le 23 janvier 2014 et transmis à l'ARMP et la DCMP en violation à l'arrêté n°011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP;	Veiller à transmettre les textes désignant les membres de la Commission des Marchés et de la Cellule de passation des marchés conformément à l'Arrêté N°00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics ;	Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) et de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) ont été transmis le 02 Janvier 2014. Suite à des observations formulées par la DCMP par courrier N°219/MEF/DCMP/DSI/08 en date du 15/01/2015 sur la composition de la CM, des rectificatifs y ont été apportés et l'acte de nomination des membres de la CM a été retransmis le 23 Janvier 2014	Le Cabinet prend bonne note des précisions apportées par l'AC.
2	Rapports trimestriels: Les rapports trimestriels sur les marchés publics 2014 que la Cellule des Marchés devait établir conformément à l'arrêté N°11 586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes n'ont pas été produits.	Veiller à élaborer et à transmettre les rapports trimestriels à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'Arrêté N°00865 du 22 janvier 2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes, pris en application des articles 35 et 141 du Code des Marchés publics.	Les rapports trimestriels de 2014 sont produits et insérés dans les rapports de gestion qui sont régulièrement présentés au Conseil d'Administration. Nous vous transmettons ci-joints des copies de ces dits rapports. Cependant, nous avons constaté que ces rapports n'ont pas été transmis à l'ARMP. Nous prenons acte de votre recommandation et veillerons désormais à la	Observations et recommandations maintenues.

			transmission de ces rapports à l'ARMP et à la DCMP.	
3	Rapports annuels : Le rapport annuel sur les marchés publics 2014 que la Cellule des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2015, conformément à l'article 143 du Code des Marchés Publics, n'a pas été produit.	Veiller à élaborer et à transmettre le rapport annuel à l'ARMP et à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 144 du décret N°2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics.	Les rapports annuels de 2014 sont produits et insérés dans les rapports de gestion qui sont régulièrement présentés au Conseil d'Administration. Nous vous transmettons ci-joints des copies de ces dits rapports. Cependant, nous avons constaté que ces rapports n'ont pas été transmis à l'ARMP. Nous prenons acte de votre recommandation et veillerons désormais à la transmission de ces rapports à l'ARMP et à la DCMP.	Observations et recommandations maintenues.
4	Archivage des dossiers: Le CHNPT ne dispose pas de salle d'archive pour les dossiers relatifs aux marchés publics conformément et la CPM n'archive pas les documents liés à l'exécution financières des marchés notamment les factures, PV de réception, BL, etc.	Améliorer le système d'archivage des documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés conformément au système d'archivage préconisé par le manuel d'archivage de l'ARMP.	L'insuffisance de locaux fait que la CPM est logée dans le bureau du Contrôleur de Gestion qui en est la Coordinatrice. Dans ce bureau, la CPM dispose d'une armoire de rangement réservée exclusivement à l'archivage de ses dossiers. Avec les constructions en cours et le déménagement prochain de notre Service du Laboratoire, nous envisageons, en plus du dispositif actuel, la création de deux grandes salles des archives (archives médicales et archives administratives). En	Le Cabinet prend bonne note.

			plus, en accord avec l'agent comptable, des copies des documents liés à l'exécution financière seront désormais transmis à la CPM.	
5	Registre de Marchés: Le CHNPT ne disposait pas de registre des marchés en 2014.	Mettre en place un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du décret n°2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics.	La commission des marchés faisait émarger les soumissionnaires présents aux séances d'ouverture des plis sur des feuilles de présence. Nous leur avons demandé d'utiliser désormais un registre.	Le Cabinet prend bonne note.
B CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES				
	MARCHES CONCLUS PAR APPEL D'OFFRE OUVERT:			
	CONSTATS D'ORDRE GENERAL			
6	Délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire supérieur au délai de 15 jours prévu conformément à l'article 70 du CMP.	Veiller à respecter le délai de 15 jours maximum entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP.	<ul style="list-style-type: none"> Pour les marchés de nettoyage et de gardiennage, le délai a bien été respecté. En effet l'attribution est intervenue seulement 24h après la séance d'ouverture des plis qui s'est tenue le 03 Décembre 2014. La date du 20 décembre évoqué dans votre rapport correspond à 	Observations et recommandations maintenues.

			<p>la publication de l'avis d'attribution provisoire de ces marchés qui se fait après avis de la DCMP sur l'attribution. Ces marchés ont concerné la gestion 2015. Pour la gestion 2014, l'hôpital a juste signé un avenant de reconduction du marché de 2013.</p> <ul style="list-style-type: none">• Pour le matériel médical, l'ouverture des plis a eu lieu le 30 Septembre et l'attribution le 23 Octobre 2014.• Concernant la fourniture de denrées alimentaires, l'ouverture des plis a eu lieu le 04 Février 2014 et l'attribution le 18 du même mois, soit un intervalle de 14 jours.• Enfin pour les appels d'offres relatifs à la construction de l'UAD et de l'Addictologie, la séance d'ouverture s'est tenue le 27 Octobre 2014 et	
--	--	--	--	--

			<p>l'attribution le 10 Novembre 2014.</p> <p>En conclusion, le retard qu'on peut relever concerne l'attribution du marché de fourniture de matériel médical. Ce retard était dû au nombre important d'offres reçus et au fait que la Pharmacienne-chef du Laboratoire chargé d'évaluer les offres était en congé de maternité.</p>	
7	Défaut de publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85-4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 86 du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics en publiant l'attribution définitive sur le portail des marchés publics ;	Nous prenons acte de votre recommandation et veillerons à la publication des avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 86 du nouveau CMP.	Le Cabinet prend bonne note.
8	les contrats ont été enregistrés gratuitement alors que les textes autorisant l'exonération n'ont pas été visés en violation de l'article 15 du CMP;	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 15 du CMP en visant les textes qui autorisent l'exonération des taxes dans le cadre des contrats.	Une relecture de l'article 15 du CMP nous montre que si à l'alinéa 1 on parle de droits, impôts et taxes applicables, l'alinéa 2 vise uniquement les marchés comportant une clause d'exonération d'impôt ou de taxe. En ce qui concerne les droits d'enregistrement, c'est	Observations et recommandation maintenues.

			l'article 466 alinéas 5 du code général des impôts qui stipule: "Sont enregistrés gratis les marchés de toute nature passés par les services et établissements hospitaliers nationaux et communaux"	
9	Pas de preuve de la transmission des PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires	Veiller à remettre systématiquement les PV d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, conformément au CMP.	Après lecture à haute et intelligible voix des offres à l'ouverture des plis certains représentants de soumissionnaires n'attendent pas le PV à la fin de la séance. Pour les A.O relatifs aux travaux de construction d'une Unité d'Aide au Diagnostic (UAD) et aux travaux de construction d'une Unité d'Addictologie, les soumissionnaires ont déchargé dans le registre courrier départ de la CPM en prenant les PV d'ouverture des plis.	Observations et recommandations maintenues.
CONSTATS SPECIFIQUES				
10	La garantie de soumission exigée est supérieure à 3% du montant estimé du marché en violation de l'article 114 du CMP relatif à la fourchette réglementaire de la garantie de soumission. Les marchés concernés sont :	Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 114 du CMP en respectant la fourchette de 1 à 3% du montant estimé des marchés prévue pour la garantie de soumission;	Pour les trois (03) marchés concernés, les pourcentages appliqués varient entre 3,07% (Gardiennage et UAD) et 3,26% (Nettoiemnt). Après avoir calculé sur la base des montants des prévisions du	Le Cabinet prend bonne note.

	<ul style="list-style-type: none"> - Nettoyement et entretien des locaux et cours de l'hôpital - Gardiennage des locaux et cours de l'hôpital - Travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic 		budget primitif, nous avons procédé à des arrondis qui nous ont amenés à ces pourcentages. Nous tiendrons compte de votre recommandation lors des prochains Appels d'Offres.	
11	<p>Marchés attribués alors que les offres des soumissionnaires dépassaient largement le montant estimé des marchés en violation des dispositions des articles 5 et 65 du CMP ; les procédures concernées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic; - Travaux de construction d'une unité d'addictologie 	Veiller à se conformer aux dispositions pertinentes du CMP en procédant à une estimation rigoureuse des marchés et quand les prix proposés sont largement supérieurs au montant estimé des marchés.	Après attribution, nous nous sommes rendu compte que les offres évaluées conformes les moins disantes étaient supérieures aux prévisions budgétaires. De la même manière, un écart positif a été enregistré sur l'Appel d'offres relatif à l'acquisition du matériel médical. Par le mécanisme des virements de crédits, nous avons pu proposer au Conseil d'Administration un réaménagement budgétaire qui augmentait les ressources prévues pour ces constructions et diminuait d'autres comptes budgétaires ou il y avait un surplus.	Observations et recommandations maintenues.
MARCHES CONCLUS PAR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
CONSTATS D'ORDRE GENERAL				
12	Absence d'élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les	Veiller à se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 00107 du 07 janvier 2015	Pour les Appels d'Offres, le CHNPT prévoit toujours ces dispositions dans les dossiers.	Observations et recommandation maintenues.

	qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;	relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés publics.	En ce qui concerne les DRP, le CHNPT, dans le souci de permettre aux petites entreprises de participer n'exige pas d'éléments justificatifs sur la capacité financière ou sur l'expérience minimale. Le point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31/03/2009 ne fait pas du justificatif d'une qualification minimale une exigence (Voir le circulaire).	
13	Les candidats non retenus n'ont pas été informés en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix et de l'article 78-2 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;		Les lettres informant les candidats non retenus sont toujours signées en même temps que la lettre informant le candidat retenu. Beaucoup de ces lettres sont encore au niveau de la CPM parce que les soumissionnaires ne sont pas passés les prendre malgré le fait qu'ils aient été informés par téléphone de la disponibilité du courrier.	Observations et recommandations maintenues.
14	Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites par le CHNPT;		La lettre d'invitation envoyée aux candidats est insérée dans les dossiers de DRP (section 2) comme recommandé dans les dossiers types.	Observations et recommandations maintenues.
15	Il a été constaté l'absence de publication des		Nous prenons acte de votre	Le Cabinet prend bonne note.

	résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP		recommandation et veillerons désormais à la publication des résultats sur le site des marchés publics.	
CONSTATS SPECIFIQUES				
16	DRP N° F_CHNPT_08: Fournitures d'atelier et de maintenance Le marché est attribué au moins disant Ets Elimane FALL pour un montant de 7 192 950 F CFA TTC. Le montant du contrat signé est de 9 000 000 FCFA et l'augmentation n'a pas été formalisée par le CHNPT. Un avenant n° 01 au contrat a été signé le 29 octobre 2014 pour un montant de 1 000 000 F CFA en diminution du montant du contrat initial et un total de 8 253 938 FCFA TTC a été payé.	Veiller au respect des principes de transparence, d'équité et d'économie dans la conduite des procédures de passation des marchés.	Dans les dossiers de DRP, le CHNPT ne maîtrisant pas ses consommations précise que les quantités sont données à titre indicatif. Après attribution, le montant du contrat est fixé en fonction des autorisations budgétaires. Des avenants en hausse ou en baisse sont signés en fonction des rythmes de consommation et après réaménagement budgétaire. Après vérification au niveau de l'Agence Comptable, le montant payé s'élève à huit millions cent trente trois mille cent six (8 133 106) Francs CFA TTC.	La diminution ou l'augmentation des quantités doit être prévue dans le dossier de DRP et son application formalisée dans le cadre du procès-verbal de négociation avant la signature du contrat. Observations et recommandations maintenues.
17	DRP N° F_CHNPT_09 : Fourniture de réactifs de labo <ul style="list-style-type: none"> Violation des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. En effet, l'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres et les soumissionnaires ne sont pas informés des 	Veiller au respect des principes de transparence, d'équité et d'économie dans la conduite des procédures de passation des marchés.	La date de clôture du dépôt des offres était initialement fixée 18 Février 2014. Mais à la veille de la clôture, seul deux candidats avaient retiré le dossier de DRP. C'est ce constat qui a amené le Service Administratif et Financier à proroger le délai de dépôt des offres d'une semaine,	L'AC aurait du informer par écrit les candidats du report de la date d'ouverture des plis initialement retenue et des nouvelles dates prévues. Observations et recommandations maintenues.

	<p>nouvelles dates fixées pour la séance d'ouverture des plis ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les lettres d'invitation de technologie service et DRP sont datées respectivement du 21 et du 19 février 2014 soit bien après la date prévue pour l'ouverture des plis ; 		<p>coïncidant ainsi à la date 25 Février. Ce report a permis de prendre contact avec les autres entreprises qui étaient sur la liste leur permettant de venir retirer le dossier. (Vous trouverez ci-joint l'avis de report de la date d'ouverture).</p>	
18	<p>DRP N° F_CHNPT_06 : Fourniture de Consommables Informatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> Les offres financières des soumissionnaires dépassent largement le montant estimé du marché, ceci n'a pas empêché la commission des marchés de poursuivre la procédure et de conclure le contrat avec MMS sans aucun formalisme. En effet, la DRP a été attribuée à Mora Multi Services pour un montant de 5 500 000 F CFA TTC, son offre était de 9 106 098 F CFA TTC soit une diminution de 40% et les quantités des articles commandés ne figurent pas dans le contrat signé par les deux parties alors que la cahier des charges comportait ces dites quantités ; 	<p>Veiller au respect des principes de transparence, d'équité et d'économie dans la conduite des procédures de passation des marchés.</p>	<p>Dans les dossiers de DRP, le CHNPT ne maîtrisant pas ses consommations précise que les quantités sont données à titre indicatif. Après attribution, le montant du contrat est fixé en fonction des autorisations budgétaires. Des avenants en hausse ou en baisse sont signés en fonction des rythmes de consommation et après réaménagement budgétaire.</p>	<p>La diminution ou l'augmentation des quantités doit être prévue dans le dossier de DRP et son application formalisée dans le cadre du procès-verbal de négociation avant la signature du contrat. Observations et recommandations maintenues.</p>
19	<p>DRP N° S_CHNPT_003 : Enlèvement des ordures entretien espace verts</p> <ul style="list-style-type: none"> Les offres des soumissionnaires ont été 	<p>Veiller au respect des principes de transparence, d'équité et d'économie dans la conduite des procédures de passation des marchés.</p>	<p>Nous constatons au même titre que vous qu'il y a une ressemblance entre les caractères des dateuses utilisées par les différents candidats.</p>	<p>Observations et recommandations maintenues.</p>

	datées à la main (31 décembre 2013). Nous avons noté qu'il s'agit des mêmes caractères;		Cependant, nous ne sommes pas en mesure d'apporter des éléments de réponse sur cette question car il revient aux fournisseurs de confectionner leur document.	
20	DRP N° : Fourniture de pain <ul style="list-style-type: none"> Le cahier des charges mentionne la date du 26 décembre 2013 pour l'ouverture des plis contrairement à la date du 30 décembre 2013 mentionnée par le procès-verbal d'attribution; Toutes les offres reçues sont datées du mois de janvier 2014 : <ul style="list-style-type: none"> SENPRODIS : 03 janvier 2014 SEMIB : 03 janvier 2014 GIE GET SERVICES : 06 janvier 2014 KEUR SERIGNE FALLOU : 02 janvier 2014 	Veiller au respect des principes de transparence, d'équité et d'économie dans la conduite des procédures de passation des marchés.	Pour la fourniture de pain, à la suite du premier lancement aucune offre n'a été reçue à la date de clôture. L'hôpital avait ciblé directement les boulangeries qui sont dans sa zone mais ces dernières ne disposant pas de quitus fiscal (pièces exigée au paiement) ont préféré ne pas répondre à notre invitation. Ainsi le marché a été relancé, permettant à d'autres fournisseurs de déposer leurs offres. Malheureusement nous avons omis de corriger la date du procès verbal d'ouverture des plis.	Observations et recommandations maintenues.

C EXECUTION FINANCIERE

21	Contrats non enregistrés, en violation des dispositions de l'article 464.9 du CGI Contrat entente directe et avenant	Veiller à enregistrer les contrats conformément à l'article 464.9 du CGI.	L'enregistrement du contrat est du ressort du titulaire du marché, c'est-à-dire la PNA. Néanmoins nous prenons acte de votre observation.	Le Cabinet prend bonne note.
22	Non application des pénalités de retard. DRP F 011-CHNPT acquisition matériel informatique.	Veiller à se conformer aux dispositions contractuelles.	Les fournitures objet de la DRP F011_CHNPT ont été livrées le 20/10/2014 avec 24 jours de retard. Le paiement n'est intervenu qu'à partir du 10/03/2015 soit plus de quatre (4) mois après livraison. Appliquer les pénalités de retard nous aurait par la même occasion conduit à payer des intérêts moratoires plus importants.	Observations et recommandations maintenues.
23	Pièces relatives aux règlements non archivées	Veiller à archiver les pièces relatives aux règlements en vue de faciliter la revue des procédures de l'exécution financière.	Après paiement, l'ACP archivait à son niveau toutes les pièces relatives au paiement. Nous avons déjà pris des dispositions pour que des copies de ces pièces soient désormais disponibles pour l'archivage de la CPM.	Le Cabinet prend bonne note.

D AUDIT PHYSIQUE

24	Délai d'exécution non précisé dans les contrats	Veiller au respect de l'article 13 alinéa 6 du CMP, relatif à la mention obligatoire des délais d'exécution dans le contrat.	Le CHNPT utilise les dossiers types téléchargeables sur le site de la DCMP. Dans les modèles de contrat il est précisé au premier point que seront considérés comme faisant partie intégrante de la lettre de marché tous les documents listés parmi lesquels la demande de renseignements et de prix envoyée au Fournisseur. C'est dans ce document que le CHNPT précise toujours le délai d'exécution des travaux.	Observations et recommandations maintenues.
25	Les travaux du Marché n° T 0051/15 relatif aux Travaux de construction d'une unité d'addictologie n'ont pas encore démarrés alors que la marché a été approuvé depuis le 26 décembre 2014.		Les travaux de construction de l'Unité d'Addictologie sont financés par APL Japon sur la base d'une convention qui stipule que toute modification doit au préalable recueillir l'accord du bailleur de fonds. A l'issue des procédures d'Appel d'Offres, une demande de modification a été soumise à APL Japon depuis le 6 janvier 2015. Depuis cette date, nous avons tenu plusieurs réunions et échangé plusieurs courriers. Dés que le Ministère des	Le Cabinet prend bonne note.

			affaires étrangères du Japon donnera son accord, un ordre de service pour le démarrage des travaux sera adressé à l'entreprise.	
26	Le marché n° T 0060/15 relatif aux travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic prévu pour une durée de 5 mois est toujours en cours. Nous n'avons pu apprécier le niveau d'exécution financière faute de disposer des copies des paiements malgré plusieurs requêtes.		Vous trouverez en pièces jointes des copies de l'avance de démarrage et du paiement du dernier décompte effectué au titre de ce marché.	L'AC devra veiller à prélever les pénalités de retard conformément aux dispositions contractuelles.

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2014 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- la Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- la Loi organique N°2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- la Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- la Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- la Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- la Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- la Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- le Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- le Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;

- le Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret N°2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- le Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- le Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité publique ;
- l'Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- l'Arrêté N°11583/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- l'Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- l'Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- l'Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- l'Arrêté N°11587 /MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- l'Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- la Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- la Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2. La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de la CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

 Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics :

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

✚ Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres :

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2.5. Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

2.6. Modifications apportées par le Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés Publics

Depuis le début de la réforme du système national de passation et de gestion des marchés publics, la réglementation y relative a connu des améliorations successives, qui avaient abouti à l'adoption du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. La mise en application dudit code a permis d'enregistrer des avancés notables qui ont propulsé le dispositif au niveau des standards internationaux, tant du point de vue de la transparence, de l'économie et de la rationalisation de l'utilisation du budget de l'Etat, ainsi que de la participation du secteur privé national aux appels d'offres, notamment les petites et moyennes entreprises (PME).

Nonobstant ces acquis, il a été constaté, de façon récurrente, des difficultés pour les autorités contractantes de mener à bien leurs procédures de passation de marchés, et partant, d'absorber les crédits mis à leur disposition, en raison notamment de la lourdeur desdites procédures.

Face à ce constat, et dans un souci d'efficacité des procédures de passation des marchés publics, il a été jugé nécessaire d'abroger le décret n°2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics et de le remplacer par un autre.

Le décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés Publics met l'accent sur la réduction des délais, l'allègement des procédures et la responsabilisation des autorités contractantes à travers, notamment, le relèvement des seuils d'application des procédures du code des marchés publics avec toujours comme principes directeurs le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et l'économie.

2.7. Arrêtés d'application du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics

L'application de certaines dispositions du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics, avait nécessité la prise d'arrêtés relatifs à:

- l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- la détermination du nombre et des conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- l'établissement des commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar ;
- l'établissement du modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- la détermination des seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- la détermination des seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

L'adoption d'un nouveau Code des Marchés publics, à travers le décret n°2014-1212 du 22 septembre 2014, a rendu nécessaire la mise à jour de ces textes d'application, d'autant plus que des changements sont intervenus, pour certains, sur le numéro des articles du code auxquels ils faisaient référence.

Aussi, corolairement au relèvement des seuils de passation, il est procédé à un rehaussement des seuils d'exigibilité des garanties de soumission et de bonne exécution, pour favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la commande publique. Ainsi, en application de l'article 114 du Code des Marchés publics, les seuils en dessous desquels il n'est pas requis la garantie de soumission passent :

- de 30 millions FCFA TTC à 80 millions FCFA TTC pour les marchés de fournitures et de services ;
- de 60 millions FCFA TTC à 100 millions FCFA TTC pour les marchés de travaux.

Concernant la garantie de bonne exécution, dorénavant en application de l'article 115 du Code des Marchés publics, elle n'est obligatoire que :

- pour les marchés de fournitures et de services dont le montant est égal ou supérieur à 70 millions FCFA TTC, contre initialement 25 millions FCFA TTC, et ;
- pour les marchés de travaux et de prestations intellectuelles dont le montant est égal ou supérieur à 100 millions FCFA TTC, contre initialement 35 millions FCFA TTC.

Par ailleurs, à la faveur de la réforme introduite par l'Acte 3 de la décentralisation, prise en compte par le nouveau Code des Marchés publics, l'arrêté d'application de l'article 36, alinéa 7 relatif aux commissions des marchés dans les régions autres que Dakar, prévoit, en plus des commissions régionales, les commissions départementales.

Egalement, compte tenu de ladite réforme, l'arrêté d'application de l'article 79 du Code des Marchés concernant les procédures simplifiées applicables aux marchés des petites collectivités locales, ne fait plus référence aux communautés rurales qui n'entrent plus dans la catégorie des collectivités locales.

Enfin, pour la mise en œuvre de l'article 141 du Code des Marchés publics, les modalités du contrôle exercé par les cellules de passation sur les marchés échappant à la revue de la Direction centrale des Marchés publics, sont décrites dans l'arrêté portant organisation et fonctionnement des cellules de passation, lequel dorénavant portera application des articles 35 et 141 du Code des Marchés publics.

**LISTE DES ARRETES PRIS EN APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212 DU 22
SEPTEMBRE 2014 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS**

- Arrêté N° 00106 du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché, pris en application de l'article 141 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté N° 00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté N° 00860 du 22 janvier 2015 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission, pris en application de l'article 114 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté N° 00861 du 22 janvier 2015 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'éthique en matière de Marchés publics, pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés publics ;
- Arrêté N° 00862 du 22 janvier 2015 relatif aux commissions régionales et départementales des marchés publics dans les régions autres que Dakar, pris en application de l'article 36, alinéa 7 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté N° 00863 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 79 du Code des Marchés publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par certaines communes ;
- Arrêté N° 00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté N° 00865 du 22 janvier 2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes, pris en application des articles 35 et 141 du Code des Marchés publics ;
- Arrêté N° 00866 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 115 du Code des marchés publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante

Créé en 1961, l'hôpital psychiatrique de Thiaroye est resté pendant longtemps comme une dépendance du service de psychiatrie du CHU de Fann. Sa vocation était dans ce cadre la prise en charge des malades chroniques « irrécupérables » provenant du CHU de Fann et des anciens asiles (Lazaret de Saint-Louis, Koutal de Kaolack, etc.).

La loi n° 75-80 relative au traitement des maladies mentales et au régime d'internement de certaines catégories d'aliénés et ses décrets d'application créent à l'hôpital psychiatrique de Thiaroye un établissement spécialisé de type fermé. Ces textes organisent formellement l'internement des malades faisant l'objet d'une décision de justice ou administrative.

Avec la réforme hospitalière de 1998, l'hôpital fut érigé en Etablissement Public de Santé en 2000 sous la dénomination de Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye. Structure de référence sous régionale dans la prise en charge des malades atteints de troubles mentaux, le CHNPT dispose aujourd'hui de 210 lits dont 104 et 5 cellules d'internement réservés aux malades.

3.1.2. Commission des marchés (Composition, charte de transparence et d'éthique en matière de MP)

La décision portant nomination des membres de la commission des marchés au sein de l'Hôpital Psychiatrique de Thiaroye est établie en date du 23 janvier 2014.

Les membres sont les suivants:

- | | |
|---|-----------|
| - Mr Mouhamadou KEBE, Division Finances: | Président |
| - (Suppléante Mme Marème SAVARE) | |
| - Mr Karime DIATTA, Chef Services Administratif et Financier: | Membre |
| - (Suppléante Mme Rokhaya Gaye DIANE) | |
| - Mr Papa NDIAYE, Chef STM : | Membre |
| - (Suppléant M. Ibrahima MBODJI) | |
| - Mr Demba NDIADÉ, Comptable matières : | Membre |
| - (Suppléant M. Moussa SALL) | |
| - Mme Aissatou SECK MSAS | Membre |
| - (Suppléante M. Malick SY) | |
| - M. Mamadou Ndaté SALL CF | Membre |
| - (Suppléant M. Assane YADE) | |

Constats:

- Les textes désignant les membres de la commission des marchés ont été établis le 23 janvier 2014 en violation à l'arrêté n°011588 du 28/12/2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP;
- L'accusé de transmission à l'ARMP et à la DCMP des textes désignant les membres de la commission n'est pas archivé.

3.1.3. Cellule de Passation des marchés

La décision portant nomination des membres de la cellule de passation des marchés au sein du Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye est établie en date du 02 janvier 2014.

Les membres sont les suivants:

- Mme GUEYE Marie SARR,	Coordonnatrice
- Dr Colette GUEYE	Membre
- Fatou DIOP	Membre
- Mr Alassane DIOP	Membre
- M. Thierno Yoro CAMARA	Membre

Constats:

- L'accusé de transmission à l'ARMP et à la DCMP des textes désignant les membres de la Cellule n'est pas archivé.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**Rapports trimestriels :**

Les rapports trimestriels sur les marchés publics 2014 que la Cellule des Marchés devait établir conformément à l'arrêté N°11 586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du Code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes n'ont pas été produits.

Rapports annuels :

Le rapport annuel sur les marchés publics 2014 que la Cellule des Marchés devait établir avant la date du 31 Mars 2015, conformément à l'article 143 du Code des Marchés Publics, n'a pas été produit.

3.1.5. Document de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de Passation des Marchés

Le plan de passation des marchés a été établi et publié sur le portail des marchés publics le 12 décembre 2013. Cependant, l'Accusé de transmission du PPM à l'ARMP et à la DCMP n'est pas archivé.

3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics au mois de décembre 2013.

Constats:

Dans le point 4 de l'AGPM publié sur le portail des marchés publics, on peut lire ceci :

« 4. Les marchés seront passés conformément aux dispositions du décret 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics. »

Le CHNPT devait viser le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

3.1.6. Archivage des dossiers

Le CHNPT ne dispose pas de salle d'archive pour les dossiers relatifs aux marchés publics conformément au système d'archivage préconisé par l'ARMP et la CPM n'archive pas les documents liés à l'exécution financières des marchés notamment les factures, PV de réception, BC, BL, etc.

3.1.7. Autres

3.1.7.1. Registre des marchés

Le CHNPT ne disposait pas de registre des marchés en 2014, en violation de l'article 67-3 du Décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

3.1.7.2. Manuel de procédures administratives, comptables et financières

Le CHNPT ne dispose pas de manuel de procédures administratives, comptables et financières opérationnel (bonne pratique).

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1. Echantillon

Dans le cadre de notre mission, nous avons procédé à une analyse de l'environnement et du cadre d'exécution des opérations de passation des marchés pour nous assurer de la capacité des structures mises en place et des hommes qui les animent à prendre en charge, de manière satisfaisante, le processus de passation des marchés au regard des nouvelles exigences de formalisation, de rigueur, d'équité et de transparence introduites par le Code des marchés publics. A ce propos, nous avons constaté que le CHNPT a passé des marchés :

- par Appel d'offres ouverts pour un montant de 347 417 848 FCFA TTC,
- par DRP pour un montant de 106 526 583 FCFA TTC,
- par Entente directe pour un montant de 36 999 891 FCFA TTC,

La liste des marchés reçus et échantillonnage:

Intitulés	Marchés reçus		Marchés couverts par la revue		Taux de couverture	
	Nombre de contrat en 2014	Montant en FCFA	Nombre de contrat en 2014		nombre	valeur
Appel d'offre ouvert (AOO)	06	347 417 848	06	347 417 848	100%	100%
Appel d'offre restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Marchés de prestations intellectuelles	-	-	-	-	-	-
Demande de renseignement et de prix	17	123 067 473	13	106 526 583	76%	87%
Entente directe	01	36 999 891	01	36 999 891	100%	100%
TOTAL	24	507 485 212	20	490 944 322	83%	97%

3.2.2. Rappel des seuils applicables au CHNPT en vertu de l'Arrêté n°11 580 du 28 décembre 2007

Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	250 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

3.2.3. Marchés conclus par AOO

Nous avons relevé des marchés passés par appel d'offres ouvert pour un montant de 347 417 848 FCFA TTC.

3.2.3.1. Constats d'ordre général

- Défaut de publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85-4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- Pas de preuve sur la transmission du PV d'ouverture des plis aux soumissionnaires ;
- les contrats ont été enregistrés gratuitement alors que les textes autorisant l'exonération n'ont pas été précisés en violation de l'article 15 du CMP.

3.2.3.2. Constats spécifiques

- ✚ Non respect du délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire en violation des dispositions de l'article 70 du CMP

Les AOO concernés sont les suivants :

- **Nettoient et entretien des locaux et cours de l'hôpital ;**
- **Gardiennage des locaux et cours de l'hôpital ;**
- **Travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic ;**
- **Travaux de construction d'une unité d'addictologie ;**
- **Equipe et matériel médical UAD ;**
- **Fournitures de denrées alimentaires.**

- ✚ La garantie de soumission exigée est supérieure à 3% du montant estimé du marché en violation de l'article 114 du CMP relatif à la fourchette réglementaire de la garantie de soumission.

Les marchés concernés sont :

- **Nettoient et entretien des locaux et cours de l'hôpital**
- **Gardiennage des locaux et cours de l'hôpital**
- **Travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic**

- ✚ Marchés attribués alors que les offres des soumissionnaires dépassaient largement le montant estimé des marchés en violation des dispositions des articles 5 et 65 du CMP;

Les procédures concernées sont :

- Travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic;
- Travaux de construction d'une unité d'addictologie.

3.2.4. Marchés conclus par DRP

Treize (13) marchés sont conclus par DRP pour un montant total de 106 526 583 F CFA TTC.

3.2.4.1. Constats d'ordre général

- Absence d'élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Les conditions d'accès à la commande publique telles qu'édictées par les articles 43 et 45 du CMP n'ont pas été respectées ;
- Les candidats non retenues n'ont pas été informés en violation de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix et de l'article 78-2 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics ;
- Il a été constaté l'absence de publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78.3.b du CMP.

3.2.4.2. Constats spécifiques

DRP N° F_CHNPT_08: Fournitures d'atelier et de maintenance

Le marché est attribué au moins disant Ets Elimane FALL pour un montant de 7 192 950 F CFA TTC. Le montant du contrat signé est de 9 000 000 FCFA et l'augmentation n'a pas été formalisée par le CHNPT. Un avenant n° 01 au contrat a été signé le 29 octobre 2014 pour un montant de 1 000 000 F CFA en diminution du montant du contrat initial et un total de 8 253 938 FCFA TTC a été payé.

DRP N° F_CHNPT_09: Fourniture de réactifs de labo

- Violation des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. En effet, l'ouverture des plis ne coïncide pas

avec la date limite de dépôt des offres et les soumissionnaires ne sont pas informés des dates fixées pour les séances d'ouverture des plis ;

- les lettres d'invitation de technologie service et DRP sont datées respectivement du 21 et du 19 février 2014 soit bien après la date prévue pour l'ouverture des plis ;

DRP N° F_CHNPT_06 : Fourniture de Consommables Informatiques

- Les offres financières des soumissionnaires dépassent largement le montant estimé du marché, ceci n'a pas empêché la commission des marchés de poursuivre la procédure et de conclure le contrat avec MMS sans aucun formalisme. En effet, la DRP a été attribuée à Mora Multi Services pour un montant de 5 500 000 F CFA TTC, son offre était de 9 106 098 F CFA TTC soit une diminution de 40% et les quantités des articles commandés ne figurent pas dans le contrat signé par les deux parties alors que la cahier des charges comportait ces dites quantités ;

DRP N° S_CHNPT_003 : Enlèvement des ordures entretien espace verts

- Les offres des soumissionnaires ont été datées à la main (31 décembre 2013). Nous avons noté qu'il s'agit des mêmes caractères;
- Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites par le CHNPT;
- Les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés en violation de l'article 78-2 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

DRP N° : Fourniture de pain

- Le cahier des charges mentionne la date du 26 décembre 2013 pour l'ouverture des plis contrairement à la date du 30 décembre 2013 mentionné par le PV d'attribution;
- Toutes les offres reçues sont datées du mois de janvier 2014 :
 - SENPRODIS : 03 janvier 2014
 - SEMIB : 03 janvier 2014
 - GIE GET SERVICES : 06 janvier 2014
 - KEUR SERIGNE FALLOU : 02 janvier 2014

- Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites par le CHNPT;
- Les soumissionnaires non retenues n'ont pas été informés en violation de l'article 78-2 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

3.2.5. Marchés conclus par Entente Directe

Le seul marché passé par entente directe est le marché relatif à la fourniture de médicaments attribué à la Pharmacie nationale d'approvisionnement (PNA) pour un montant de 36 999 891 F CFA HVTVA avec un avenant de 5 000 000 FCFA HTVA.

Constat:

Les documents relatifs à la passation, à l'exécution et aux règlements n'ont pas été archivés (Contrat, Bons de commandes, Factures, PV de réception, Paiements).

3.2.6. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP

Nous n'avons pas eu connaissance de recours enregistré auprès du Comité de Règlement des Différends CRD) pour la gestion budgétaire 2014.

3.3. Constats relatifs à l'exécution financière

Contrats non enregistrés, en violation des dispositions de l'article 464.9 du CGI (Contrat entente directe et avenant)

Non application des pénalités de retard.- DRP F 011-CHNPT acquisition matériel informatique.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants:

N°	Objet du marché	Mode de passation	Catégorie	Montant CFA TTC	Attributaire
1	Travaux de construction d'une unité d'aide au	AOO	Travaux	149 654 745	KINE MULTI ACT

	diagnostic				
2	Travaux de construction d'une unité l'addictologie	AOO	Travaux	68 273 818	DIATAR EDIFICE
3	Acquisition de mobilier et matériel de bureau	DRP	Fournitures	Lot 1 : 6 540 821 Lot 4 : 3 398 400	MASTER OFFICE
				Lot 2 : 3 295 000 Lot 3 : 1 628 400	Ets Khady NDIAYE
4	Acquisition de matériel informatique	DRP	Fourniture	11 025 000	BeugueKhadim Top Electro (BKTE)
	TOTAL			243 816 184	

3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.

3.4.3. Résultats

- ✚ Les travaux du Marché n° T 0051/15 relatifs aux Travaux de construction d'une unité d'addictologie n'ont pas encore démarré alors que la marché a été approuvé depuis le 26 décembre 2014.
- ✚ Le marché n° T 0060/15 relatif aux travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic prévu pour une durée de 5 mois est toujours en cours.





Le contrat a été exécuté à hauteur de 44% soit 65.331.945 FCFA sur un montant global 149.654.745 FCFA.

4. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Veiller à transmettre les textes désignant les membres de la commission des marchés et de la Cellule de passation avant le 05 janvier de chaque année conformément à l'Arrêté N° 00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics ;
- Veiller à élaborer et à transmettre les rapports trimestriels à l'ARMP et à la DCMP conformément à l'Arrêté N°00865 du 22 janvier 2015 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes, pris en application des articles 35 et 141 du Code des Marchés publics ;
- Veiller à élaborer et transmettre le rapport annuel à l'ARMP et la DCMP conformément à l'article 144 du CMP;

- Améliorer le système d'archivage des documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés conformément au système d'archivage de l'ARMP;
- Etablir un registre des marchés conformément à l'article 67-3 du Code des Marchés publics;
- Mettre en place un manuel de procédures administratives, comptables et opérationnelles.

4.2. Recommandations relatives à la Passation des Marchés examinés

Marchés conclus par appel d'offres ouverts (AOO)

- Veiller à respecter le délai de 15 jours maximum entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché conformément à l'article 70 du CMP;
- Veiller à remettre systématiquement le PV d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et transmis à tous les candidats » ;
- Veiller à appliquer strictement les critères fixés dans le DAO de l'Appel d'offres lors de l'évaluation et l'attribution des marchés;
- Veiller à informer systématiquement les candidats non retenus conformément aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;
- Le CHNPT doit aussi veiller au respect des clauses prévues dans les projets de contrat lors de l'élaboration des marchés notamment en ce qui concerne les pénalités de retards conformément à l'article 133 du CMP;
- Veiller à publier l'attribution définitive conformément à l'article 86 du CMP;
- Veiller à archiver les pièces relatives à l'exécution financière.

Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP):

- Se conformer à l'article 78 relatif aux procédures de demande de renseignement et de prix ;
- veiller au respect des dispositions de l'Arrêté N°00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics ;
- Améliorer le système d'archivage des documents de préparation, de passation et d'exécution des marchés.

Marchés conclus par Entente Directe:

Veiller à archiver les documents relatifs à la passation, à l'exécution et aux règlements des marchés passés par entente directe (Bons de commandes, Factures, PV de réception, Paiements), conformément au système d'archivage préconisés par l'ARMP.

4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

- Veiller à se conformer à l'article 134 du CMP pour l'application des pénalités de retard;
- Veiller à enregistrer les contrats conformément à l'article 464.9 du CGI;
- Veiller à archiver les PV de réception et les pièces relatives aux règlements en vue de faciliter les revues à posteriori ou les audits conformément au Manuel de classement des documents des marchés des autorités contractantes élaboré par l'ARMP.

4.4. Recommandations relatives à l'audit physique

- Veiller à établir et archiver les attestations de service fait après exécution des travaux.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE L'EXERCICE 2010	NIVEAU D'EXECUTION
	Mode de passation des marchés	
1	Veiller à une mise en œuvre transparente des procédures de DRP en évitant toute manœuvre susceptible d'entraver une concurrence véritable et saine entre les candidats ;	Non résolu
2	Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du COA qui proscriit les commandes de régularisation ;	Non résolu
3	Requérir l'avis préalable de la DCMP avant de déclarer un appel d'offres sans suite ;	Résolu
4	Veiller au respect des dispositions de l'article 76 du CMP relatif aux ententes directes ;	Résolu
5	Utiliser les modes de passation adéquats au regard des montants des marchés.	Résolu
	Exécution financière	
6	Veiller au classement exhaustif des pièces de marchés.	Non résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des Appels d'Offres Ouverts (AOO)

Les constats spécifiques relatifs à la passation de marchés des Appels d'Offres sont les suivants:

- a) Non respect du délai entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire supérieur aux 15 jours prévus conformément à l'article 70 du CMP ;
- b) Non respect de la fourchette règlementaire de la garantie de soumission en violation de l'article 114 CMP;
- c) Défaut de publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85 alinéa 4 du CMP;
- d) Les contrats ont été enregistrés gratuitement en violation de l'article 15 du CMP;
- e) Violation des articles 5 et 65 du CMP pour différence entre le montant du marché et le montant estimé;

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur l'appel d'offre ouvert:

N°	Objet	Constats n°							
		a	b	c	d	e			
1	Nettoisement et entretien des locaux et cours de l'hôpital		x	x	x				
2	Gardiennage des locaux et cours de l'hôpital		x	x	x				
3	Travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic	x	x	x	x	x			
4	Travaux de construction d'une unité d'addictologie			x	x	x			
5	Equipement et matériel médical UAD								
6	Produits alimentaires								
TOTAL		1	3	4	4	2			

6.2. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants:

- a) Lettres d'invitation des fournisseurs non archivées ;
- b) Absence de notification des candidats non retenus
- c) Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78-3 du CMP;
- d) Violation de l'article 78-1 relatif à l'absence d'éléments justifiant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché;
- e) Violation des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics relatif à l'ouverture des plis et la date limite de dépôt des offres et les soumissionnaires;
- f) Non respect du délai d'exécution du contrat
- g) Non respect de l'article 09 du contrat relatif aux pénalités de retard.

Le tableau ci-dessous recense les anomalies constatées sur les onze(11) demandes de renseignements et de prix:

N°	Objet								
		a	b	c	d		e	f	g
1	Acquisition de mobilier et matériel de bureau			X					
2	Acquisition de matériel informatique			X			X	X	X
3	Acquisition de fourniture de bureau			X					
4	Fourniture d'atelier de maintenance			X					
5	Recrutement d'un maître d'œuvre pour la construction de l'UAD			X					
6	Fourniture de réactifs de labo			X					
7	Fourniture d'imprimés	X		X	X				

8	Acquisition de fourniture hôtelières	X		X	X				
9	Fourniture de consommables informatiques	X	X	X	X				
10	Fourniture de produit d'entretien	X		X	X				
11	Enlèvement d'ordures entretien espaces			X					
TOTAL		4	1	11	4		1	1	1

6.3. Statistiques sur les anomalies de l'Entente Directe

Les documents relatifs à l'exécution financière et aux règlements n'ont pas été archivés (Contrat, Bons de commandes, Factures, PV de réception, Paiements).

- a) Défaut d'enregistrement des contrats en violation de l'article 464.9 du CGI
- b) Absence des documents relatifs à l'exécution financière

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur le marché passé par entente directe:

N°	Objet	Constats n°	
		a	b
1	Fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques	X	X
TOTAL		1	1

7. ANNEXES

7.1. Fiches synoptiques

APPEL D'OFFRES OUVERT N° S_CHNPT_001/2014

Objet		Nettoiemment et entretien des locaux et cours de l'hôpital
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		03 novembre 2014
Date d'ouverture des offres		03 décembre 2014
Attributaire	Ets Khady NDIAYE	24 000 000 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution provisoire		20 décembre 2014
Date d'approbation du marché		06 janvier 2015
Date de notification		21 janvier 2015
Délai de livraison		
Date de publication de l'attribution définitive		NF
Date de la réception définitive		
<p>Il s'agit d'un marché de nettoyage et entretien des locaux et cours. Les offres suivantes ont été enregistrées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etablissement Khady • NICKEL SARL <p>L'offre de NIKEL SARL qui aurait été réceptionnée 35 mn après la clôture n'a pas été prise en compte. Le marché a été attribué à l'Ets Khady NDIAYE pour un montant TTC de 24 000 000 F CFA.lom ÷</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La caution de soumission fixée à 750 000 F CFA TTC supérieure à 3% du montant estimé du marché en violation de l'article 114 du CMP relatif à la fourchette réglementaire de la garantie de soumission; - Défaut de publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85-4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics; - le contrat a été enregistré gratuitement alors que les textes autorisant l'exonération n'ont pas été précisés en violation de l'article 15 du CMP. 	
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 114 du CMP en respectant la fourchette de 1 à 3% du montant 	

		<p>estimé des marchés prévue pour la garantie de soumission;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 86 du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics en publiant l'attribution définitive sur le portail des marchés publics ; - Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 15 du CMP en visant les textes qui autorisent l'exonération des taxes dans le cadre des contrats.
APPEL D'OFFRES OUVERT N° S_CHNPT_002		
Objet		Gardiennage des locaux et cours de l'hôpital
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		03 novembre 2014
Date d'ouverture des offres		03 décembre 2014
Attributaire	CSSA	23 378 160 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution provisoire		20 décembre 2014
Date d'approbation du marché		06 janvier 2015
Date de notification		20 janvier
Délai de livraison		31 décembre 2015
Date de publication de l'attribution définitive		NF
Date de la réception définitive		
<p>Il s'agit d'un marché de gardiennage des locaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • KAF Sécurité • ASEP • CSSA <p>L'attributaire est Compagnie Sénégalaise de Sécurité et d'Assistance (CSSA).</p>		

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - La caution de soumission fixée à 750 000 F CFA TTC supérieure à 3% du montant estimé du marché en Violation de l'article 114 du CMP relatif à la fourchette réglementaire de la garantie de soumission; - Défaut de publication de l'attributions définitive en violation de l'article 85-4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics publié concernant tous les marchés passés en revue; - le contrat a été enregistré gratuitement alors que les textes autorisant l'exonération n'ont pas été précisés en violation de l'article 15 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 114 du CMP en respectant la fourchette de 1 à 3% du montant estimé des marchés prévue pour la garantie de soumission; - Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 86 du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics en publiant l'attribution définitive sur le portail des marchés publics ; - Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 15 du CMP en visant les textes qui autorisent l'exonération des taxes dans le cadre des contrats.
<p align="center">APPEL D'OFFRES OUVERT N° T_CHNPT_018/2014 Marché n° T 0060/15</p>	
Objet	Travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	26 septembre 2014
Date d'ouverture des offres	27 octobre 2014
Attributaire	KINE MULI ACT 149 654 745 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution provisoire	Le soleil du 06 et 07 décembre 2014
Date d'approbation du marché	30 décembre 2014
Date de notification	21 janvier 2015
Délai de livraison	05 mois
Date de publication de l'attribution définitive	Non renseigné
Date de la réception définitive	Travaux en cours

Il s'agit d'un marché de travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostic.
L'attributaire est KINE MULTI ACT.

Non conformités

- La garantie de soumission fixée à 3 500 000 F CFA TTC supérieure à 3% du montant estimé du marché en Violation de l'article 114 du CMP relatif à la fourchette réglementaire de la garantie de soumission;
- le marché est attribué à KINE MULTI ACT pour un montant de 149 654 745 F CFA TTC alors que le montant estimé était de 114 000 000 FCFA en violation des dispositions des articles 5 et 65 du CMP ;
- Non respect du délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire en violation des dispositions de l'article 70 du CMP;
- Non publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85-4 du Décret N°2011-1048 du CMP,
- les travaux démarrés au mois de mars 2015 pour une durée de 5 mois n'ont pas encore été réceptionnés en fin août.

Recommandations

- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 114 du CMP en respectant la fourchette de 1 à 3% du montant estimé des marchés prévue pour la garantie de soumission;
- Veiller à se conformer aux dispositions pertinentes du CMP en procédant à une estimation rigoureuse des marchés et quand les prix proposés sont largement supérieurs au montant estimé des marchés.
- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 86 du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics en publiant l'attribution définitive sur le portail des marchés publics ;

APPEL D'OFFRES OUVERT N° T_CHNPT_019/2014 Marché n° T 0051/15		
Objet		Travaux de construction d'une unité l'addictologie
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		26 septembre 2014
Date d'ouverture des offres		27 octobre 2014
Attributaire	DIATAR EDIFICE	68 273 818 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution provisoire		
Date d'approbation du marché		26 décembre 2014
Date de notification		20 janvier 2015
Délai de livraison		Travaux en cours
Date de publication de l'attribution définitive		NF
Date de la réception définitive		NF
Il s'agit d'un marché de travaux de construction d'une unité d'addictologie. L'attributaire est DIATAR EDIFICE.		
Non conformités		<p>le marché est attribué à la Société DIATTAR EDIFICE pour un montant de 68 273 818 F CFA TTC alors que le montant estimé était de 43 000 000 FCFA HT en violation des dispositions des articles 5 et 65 du CMP;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85-4 du Décret N°2011-1048 portant Code des Marchés publics; • le contrat a été enregistré gratuitement alors que les textes autorisant l'exonération n'ont pas été précisés en violation de l'article 15 du CMP; • le contrat approuvé le 26 décembre 2014 n'a pas encore connu un début d'exécution en fin août 2015.
Recommandations		<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à se conformer aux dispositions pertinentes du CMP en procédant à une estimation rigoureuse des marchés et quand les prix proposés sont largement supérieurs au montant estimé des marchés.

		<p>- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 86 du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics en publiant l'attribution définitive sur le portail des marchés publics ;</p> <p><i>Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 15 du CMP en visant les textes qui autorisent l'exonération des taxes dans le cadre des contrats.</i></p>
APPEL D'OFFRES OUVERT N° F_022/2014		
Objet		Equipement et matériel médical UAD
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres		27 août 2014
Date d'ouverture des offres		30 septembre 2014
Attributaire		Lot 1 : SWISS PHARM (550 000 HTVA) Lot 2 : TBS (1 823 680 HT HHTVA) Lot 3-05-06-08: TECHNOLOGIE SERVICES (23 411 600 HTAV) Lot 04 : 7 200 000 HTVA Lot 07-09-10-11 : 12 560 000 HTVA
Date de publication de l'attribution provisoire		08 décembre 2014
Date d'approbation du marché		30 décembre 2014
Date de notification		20 janvier 2015
Délai de livraison		
Date de publication de l'attribution définitive		
Date de la réception définitive		
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture de matériel médical. Les attributaires sont les suivants :</p> <p>Lot 1 : 550 000 (SWISS) Lot 6 : 7 591 600 (TECHNOLOGIES)</p> <p>Lot 2 : 1 823 680 (TBS) Lot 7: 1 400 000 (DRP)</p> <p>Lot 3 : 11 738 300 (TECHNOLOGIES SERVICES Lot 8 : 1 453 500 (TECHNOLOGIES SERVICES</p> <p>Lot 4 : 7 200 000 (SSM) Lot 9 : 560 000 (DRP)</p> <p>Lot 5 : 2 628 200 (TECHNOLOGIES SERVICES) Lot 10 : 700 000 (DRP)</p> <p>Lot 11 : 9 900 000 (DRP)</p>		
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Non respect du délai 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire en violation des dispositions de l'article 70 du CMP • Non publication de l'attribution définitive en violation des dispositions de l'article 85-4 du Décret N°2011-1048 portant Code des Marchés Publics; 	

Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 86 du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics en publiant l'attribution définitive sur le portail des marchés publics ;
APPEL D'OFFRES OUVERT N° F_021_CHNPT /2014	
Objet	Fournitures de denrées alimentaires
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	02 janvier 2014
Date d'ouverture des offres	04 février 2014
Attributaire	<p>Lot 1 : BMS (28 656 595 TTC) Lot 2 : BMS (2 934 500 TTC) Lot 3 : SOCOMI (4 345 000 TTC) Lot 4 : SOCOMI (10 350 000 TTC)</p>
Date de publication de l'attribution provisoire	19 mars 2014
Date d'approbation du marché	
Date de notification	19 mars 2014
Délai de livraison	
Date de publication de l'attribution définitive	
Date de la réception définitive	
<p>Il s'agit d'un marché de produits alimentaires. Suite au désistement de BoromMadina Services .Les attributaires sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Lot 1 Dentaires alimentaires : FEUZE SERVICES (20 000 000 CFA TTC) ▪ Lot 2 Légumes frais et secs : SOCOMI (5 500 000 FCFA HTVA) ▪ Lot 3 Poissons frais :SOCOMI 5 500 000 FCFA HTVA ▪ Lot 4 Viande : SOCOMI (14 500 000 FCFA HTVA) 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Non respect du délai de 15 jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire; • Non publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85-4 du Décret N°2011-1048 portant Code des Marchés Publics; • les contrats ont été enregistrés gratuitement alors que les textes autorisant l'exonération n'ont pas été visés en violation de l'article 15 du CMP;

Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Veiller au respect des dispositions de l'article 70 du CMP ;- Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 86 du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics en publiant l'attribution définitive sur le portail des marchés publics ;- <i>Veiller à se conformer aux dispositions de l'article 15 du CMP en visant les textes qui autorisent l'exonération des taxes dans le cadre des contrats.</i>
------------------------	--

ENTENTE DIRECTE

Marché par Entente Directe N° F 0685/14	
Description	Fourniture de médicaments et produits pharmaceutiques
Financement	Budget de l'hôpital
Date d'autorisation	28 Mars 2014
Attributaire	PNA
Montant du marché	36 999 891 F CFA HVTVA
Date de souscription du marché	10 Mars 2014
Date d'approbation du marché	02 Mai 2014
Date de notification du marché	14 avril 2014
Date d'enregistrement du marché	Non disponible
Délai d'exécution	1 an
Date de la réception provisoire	
Date de la réception définitive	19 décembre 2014
Montant avenant au marché	5 000 000 HTVA
Montant total marché	41 999 891 HTVA
<p>Il s'agit d'un marché pour les fournitures de médicaments et produits pharmaceutiques. Le CHNPT a obtenu l'avis de non objection de la DCMP par lettre n° 864/MEF/DCMP/52 du 21 février 2014.</p> <p>Un projet d'avenant du marché passé par entente directe a obtenu l'avis de non objection de la DCMP par lettre n°005795/MEFP/DCMP/41</p> <p>Avenant F 2247/14 au marché n°F0685/14 pour un montant de 5 000 000 CFA HTVA, souscrit le 05 septembre 2014, Approuvé le 11 septembre 2014 avant la fin de la première année alors que le contrat initial prévoit en son article 5 d'établir l'avenant à la deuxième année.</p> <p>Le cumul des ordres de paiement fait état d'un montant global de 45 275 245 FCFA.</p>	
Non conformités	- Le contrat et l'avenant ne sont pas enregistrés à la DGID, en violation de l'article 464.9 du CGI
Recommandations	Veiller à procéder à l'enregistrement des contrats conclus dans le cadre des marchés publics conformément aux dispositions de l'article 464.9 du CGI.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° F_CHNPT_020	
OBJET: Acquisition de mobilier et matériel de bureau	
Date d'invitation	18 juillet 2014
Date de dépôt des offres	05 août 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	
Attributaires	<ul style="list-style-type: none"> • MASTER OFFICE (lot 1 & lot 4) • EtsKhady NDIAYE (lot 2 & lot 3)
Montant du marché en F CFA TTC	<ul style="list-style-type: none"> • Lot 1 : 6 540 821 TTC • Lot 2 : 3 295 000 HTVA • Lot 3 : 1 628 400 HTVA • Lot 4 : 3 398 400 TTC
Date du contrat	03 Septembre 2014
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	Non renseigné
Date d'enregistrement du marché	11 Septembre 2014
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	30 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> • Ets Khady NDIAYE • GDS • Ets NDIAYE • Master Office • Pronto Services • CCBM ELECTRONICS • GENERAL DISTRIBUTION ET SERVICES
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de mobiliers et matériels de bureau. Parmi les sept (07) entreprises invitées, seules quatre (04) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ets Khady NDIAYE : <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 7 168 500 TTC - Lot 2 : 3 295 000 HTVA - Lot 3 : 1 628 400 TTC - Lot 4 : 3 658 000 TTC • GDS <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : 8 584 500 TTC - Lot 2 : NF - Lot 3 : NF - Lot 4 : 3 510 500 TTC • Ets NDIAYE <ul style="list-style-type: none"> - Lot 1 : NF - Lot 2 : NF 	

- Lot 3 : NF
- Lot 4 : 1 994 200 TTC
- Master Office
 - Lot 1 : 6 540 821 TTC
 - Lot 2 : 3 554 781 TTC
 - Lot 3 : 2 154 000 TTC
 - Lot 4 : 3 398 400 TTC

A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Karime DIATTA SAF, Président, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, M. Mouhamadou KEBE, Division des Finances et M. Pape NDIAYE, STM.

Le marché est attribué par lot au moins disant :

- lot 1 et lot 4 Master Office a été désigné attributaire provisoire pour un montant de 6 540 821 F CFA TTC (lot 1) et 3 398 400 F CFA TTC .
- lots 2 et 3 Ets Khady NDIAYE a été désigné attributaire pour un montant de 3 295 000 CFA HT (lot2) et 1 628 400 FCFA TTC (lot 3)

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés publics.

DRP N° F_ CHNPT _11									
OBJET: Acquisition de matériel informatique									
Date d'invitation	18 juillet 2014								
Date de dépôt des offres	05 août 2014								
Délai de préparation des offres									
Date d'attribution									
Attributaire	BeugueKhadim Top Electro (BKTE)								
Montant du marché en F CFA TTC	11 025 000								
Date du contrat	19 août 2014								
Date d'approbation du marché									
Date de notification du marché									
Date d'enregistrement du marché	20 août 2014								
Date du PV de réception provisoire	20 octobre 2014								
Délai d'exécution	30 jours								
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - OUMOU INFORMATIQUE - ETABLISSEMENT NDIAYE - TOURE EQUIPEMENTS - BEUGUE KHADIM TOP ELECTRO - DISMAT - SEN SERVICES INFORMATIQUES 								
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de matériel informatique. Parmi les six (06) entreprises invitées quatre (04) ont soumissionné :</p> <p>La commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis elle était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Thierno Yoro CAMARA Cellule, Secrétaire.</p> <table style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td>• DISMAT :</td><td>11 841 300 TTC</td></tr> <tr> <td>• Sen Service Informatique :</td><td>13 35 120 TTC</td></tr> <tr> <td>• BKTE :</td><td>11 025 000 TTC</td></tr> <tr> <td>• Ets NDIAYE :</td><td>12 420 680 TTC</td></tr> </table> <p>Le marché est attribué au moins disant BKTE pour un montant de 11 025 000 F CFA TTC.</p>		• DISMAT :	11 841 300 TTC	• Sen Service Informatique :	13 35 120 TTC	• BKTE :	11 025 000 TTC	• Ets NDIAYE :	12 420 680 TTC
• DISMAT :	11 841 300 TTC								
• Sen Service Informatique :	13 35 120 TTC								
• BKTE :	11 025 000 TTC								
• Ets NDIAYE :	12 420 680 TTC								
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Non respect du délai d'exécution du contrat - Non respect de l'art 09 du contrat relatif aux pénalités de retard - Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP 								
Recommandations	<p>Veiller à se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés publics.</p>								

DRP N° F_CHNPT_04	
OBJET: Acquisition de Fourniture de bureau	
Date d'invitation	05 février 2014 <ul style="list-style-type: none"> - BoromMadina Services : 07/02/2014 - SeraveHamo : 07/02/2014 - SENPRODIS : 12/02/2014 - Mora Multiservices : 06/02/2014 - ECARICOM : 07/02/2014
Date de dépôt des offres	14 février 2014
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	18 février 2014
Attributaire	MORA MULTI SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	4 130 964
Date du contrat	27 février 2014
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	06 mars 2014
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	10 mois
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - BoromMadina Services - SeraveHamo - SENPRODIS - Mora Multiservices - ECARICOM
<p>Il s'agit d'un marché relatif l'acquisition de fournitures de bureau. Parmi les cinq (05) entreprises invitées quatre (04) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BOROM MADINA SERVICES : 4 279 725 TTC • ECARICOM : 5 152 175 TTC • SERAVE : 5 024 776 TTC • MORA MULTI SERVICES : 4 130 964 TTC <p>La commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis du marché, la commission était composée de : M. Karime DIATTA SAF, Président, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, M. Mouhamadou KEBE, Division des Finances et M. Pape NDIAYE, STM.</p> <p>La commission des marchés a procédé à l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Alassane DIOP CPM, Secrétaire.</p> <p>Le marché est attribué au moins disant MORA MULTI SERVICES pour un montant de 4 130 964 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Le contrat n'est pas daté • Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation

	des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à dater les contrats et autres documents liés à la procédure de passation des marchés ; • Veiller à se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés publics.

DRP N° F_CHNPT_08	
OBJET: Fournitures d'atelier et de maintenance	
Date d'invitation	31 mars 2014 Ets Elimane FALL : 07/04/2014 Sambou Distribution et Services : 07/04/2014 GIE LALIS : 14/04/2014 SOCOMI : 08/04/2014
Date de dépôt des offres	15 avril 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	15 avril 2014
Attributaire	Ets Elimane FALL
Montant du marché en F CFA TTC	9 000 000
Date du contrat	16 avril 2014
Date d'approbation du marché	Non renseigné
Date de notification du marché	Non renseigné
Date d'enregistrement du marché	02 mai 2014
Date du PV de réception provisoire	29 décembre 2014
Délai d'exécution	8 mois 14 jours
Fournisseurs consultés	- Ets Elimane FALL - GDS - Sambou Distribution et Services - GIE LALIS - SOCOMI
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture d'atelier et de maintenance. Parmi les cinq (05) entreprises invitées trois (03) ont soumissionné : <ul style="list-style-type: none"> • Sambou Distribution Services : 15 676 890 TTC • SOCOMI : 9 778 070 TTC • Etablissement ELIMANE FALL : 7 192 950 TTC La commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis elle était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE,	

Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Thierno Yoro CAMARA Cellule, Secrétaire.	
Non conformités	<p>Le marché est attribué au moins disant Ets Elimane FALL pour un montant de 7 192 950 F CFA TTC. Le montant du contrat signé est de 9 000 000 FCFA. Un avenant n° 01 au contrat a été signé le 29 octobre 2014 pour un montant de 1 000 000 F CFA en diminution du montant du contrat initial. Le total des ordres de paiement est 8 253 938 FCFA TTC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect des principes de transparence, d'équité et d'économie dans la conduite des procédures de passation des marchés ; • Veiller à se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés publics.

DRP N° C_CHNPT_012

OBJET: Recrutement d'un maître d'œuvre à la réalisation des études architecturales et techniques et la supervision des travaux de construction d'une unité d'aide au diagnostique et d'une unité d'addictologie

Date d'invitation	22 mai 2014
Date de dépôt des offres	06 juin 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	20 juin 2014
Attributaire	Cabinet ITAMAX
Montant du marché en F CFA TTC	20 650 000
Date du contrat	09 juillet 2014
Date d'approbation du marché	11 juillet 2014
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	15 juillet 2014
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	10 mois
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - OSCAR-AFRIQUE - AFRIQUE DE L'OUEST ARCHITECTURE - CABINET D'ARCHITECTURE ALIOUNE SOW - ETUDES TECHNIQUES

COORDINATION SENEGAL

- ARCHI 3D

- MS ARCHITECTURE

- ITAMAX

La commission des marchés a procédé à l'ouverture des offres, la commission était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Alassane DIOP CPM, Secrétaire.

Parmi les 07 (sept) entreprises invitées quatre (04) ont soumissionné:

- ITAMAX
- CABINET ARCHI 3D
- MS ARCHITECTUREE
- OSCARE AFRIQUE

Le comité technique a procédé à l'évaluation combinée des propositions /financières, la commission était composée de : M. Karime DIATTA SAF, Président, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, M. Mouhamadou KEBE, Division des Finances et M. Pape NDIAYE, STM.

Nom candidats	Note technique	Classement	Offre financière	Note financière
ITAMAX	88,8	1er	20 650 000	88,89
OSCAR-AFRIQUE	81	2ème	18 762 000	86,7
ARCHI 3D	76	3ème	21 420 000	79,5
MS ARCHITECTURE	50	4ème		

La commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis et à l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Alassane DIOP CPM, Secrétaire.

Le marché est attribué suivant la sélection basée sue le qualité-coût à ITAMAX pour un montant de 20 650 000 F CFA TTC.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> Veiller à se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés publics.

DRP N° F_CHNPT_09	
OBJET: Fourniture de réactifs de labo	
Date d'invitation	06 février 2014 TECHNOLOGIES SERVICES : 21/02/014 SSM : 17/02/2014 SWISS PHARM : 18/02/2014 DRP : 19/02/2014 PRO 2 LAB : 18/02/2014 AFRIMED : 17/02/2014 FERMON LABO : DELTA MEDICAL : MEDICAL PARTNER :
Date de dépôt des offres	18 février 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	06 mars 2014
Attributaire	DRP , TECHNOLOGIES ,SSM,TECNOLOGIES SERVICES , PRO 2 LAB,SWISS PHARM
Montant du marché en F CFA TTC	<ul style="list-style-type: none"> • DRP : 6 200 000 FCFA • TECHNOLOGIES SERVICES : 3 300 000 FCFA • SSM : • PRO 2 LAB : 1 000 000 F CFA • SWISS PHARM : 500 000 FCFA
Date du contrat	07 mars 2014
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	25 juillet 2014
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	9 mois 24 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> • TECHNOLOGIES SERVICES : • SSM : • SWISS PHARM : • DRP : • PRO 2 LAB : • AFRIMED
Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de produits et réactifs de laboratoire. Les candidats suivants ont soumissionné : <ul style="list-style-type: none"> • TECHNOLOGIES SERVICES : 19 549 028 TTC • SSM : 19 080 87 TTC • SWISS PHARM : 577 000 TTC • DRP : 21 925 280 TTC 	

- PRO 2 LAB :

12 045 890 TTC

La commission des marchés qui a procédé à l'ouverture des plis était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Thierno Yoro CAMARA CPM, Secrétaire.

Le marché est attribué au moins disant pour un montant de :

- 6 200 000 F CFA DRP pour une durée de 9 mois 24 jours.
- 3 300 000 F CFA TECHNOLOGIES SERVICES pour une durée de 9 mois 24 jours
- 1 000 000 FCFA PRO 2 LAB pour une durée de 09 mois 24 jours
- 500 000 FCFA SWISS PHARM pour une durée de 09 mois 24 jours

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Violation des dispositions de l'article 67 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics. En effet, l'ouverture des plis ne coïncide pas avec la date limite de dépôt des offres et les soumissionnaires ne sont pas informés des dates fixées pour les séances d'ouverture des plis ;</u> • les lettres d'invitation de technologie service et DRP sont datées respectivement du 21 et du 19 février 2014 soit bien après la date prévue pour l'ouverture des plis ; • Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP ; • Défaut d'archivage des documents liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement, bon de commande etc.).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés publics ; • Veiller au respect des principes de transparence, d'équité et d'économie dans la conduite des procédures de passation des marchés.

DRP N°F_CHNPT_07	
OBJET: Fournitures d'imprimés	
Date d'invitation	05 février 2014
Date de dépôt des offres	14 février 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	
Attributaires	Imprimés Salam
Montant du marché en F CFA TTC	6 561 656
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	04 mars 2014
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	15 jours
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Imprimerie Salam - Le Gueth - Global Access - Etablissement Bandjere Bira - ECARICOM
<p>la DRP est relative à la fourniture d'imprimés pour le CHNPT. La commission des marchés qui a procédé à l'ouverture des plis était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Alassane DIOP CPM, Secrétaire.</p> <p>Les candidats suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Imprimerie Salam : 6 774 056 TTC • Etablissement Bandjere : 8 869 175 TTC • Global Acces : 9 039 827 TTC • ECARICOM : 9 831 164 TTC <p>Le comité technique a procédé à l'évaluation combinée des propositions /financières, la commission était composée de : M. Karime DIATTA SAF, Président, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, M. Mouhamadou KEBE, Division des Finances et M. Pape NDIAYE, STM.</p> <p>Le classement suivant a été proposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} Imprimerie Salam : 6 561 656 TTC • 2^{ème} Ets Bandjere : 8 338 175 TTC • 3^{ème} ECARICOM : 9 831 165 TTC <p>Le marché est attribué IMPRIMERIE SALAM moins disant pour un montant de 6 561 656</p>	

TTC.	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; • Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites par le CHNPT; • les lettres d'information adressées aux soumissionnaires ne sont pas datées ; • Non publication des résultats sur le site de la DCMF en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP ; • Le contrat n'est pas daté ; • Défaut d'archivage des documents liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement, bon de commande etc.).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect des dispositions de l'Arrêté N°00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics; • Veiller à dater les contrats et autres documents liés à la procédure de passation des marchés ; • Veiller à l'exhaustivité du classement et de l'archivage au niveau de la CPM des dossiers liés à la passation des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ;

DRP N°F_CHNPT_16	
OBJET: Acquisition de fournitures hôtelières	
Date d'invitation	13 novembre 2014
Date de dépôt des offres	28 novembre 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	
Attributaire	LEHARIEN'S
Montant du marché en F CFA TTC	4 4641 462
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	16 janvier 2015
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	30 jours

Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - GET SERVICES - LEHARIENS - LILLO BOUTIQUE - SENPRODIS - SENEGAL COUTURE
<p>la DRP est relative à l'acquisition de fournitures hôtelières.</p> <p>La commission des marchés qui a procédé à l'ouverture des plis était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Marie SARR GUEYE Cellule, Secrétaire.</p> <p>Les candidats suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ SENPRODIS : 4 853 576 TTC ▪ LILLO-Boutique : 5 058 542 TTC ▪ LEHARIEN 'S : 4 461 462 TTC ▪ Sénégal Couture : 5 220 556 TTC ▪ GIE GET SERVICES : 4 648 256 TTC <p>Le marché est attribué à LEHARIEN'S au moins disant pour un montant de 4 61 462 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; • Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites par le CHNPT; • les lettres d'information adressées aux soumissionnaires ne sont pas datées ; • Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP ; • Le contrat n'est pas daté ; • Défaut d'archivage des documents liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement, bon de commande etc.).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect des disposition de l' Arrêté N°00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Décret N° 2014-1212 du 22septembre 2014 portant Code des Marchés Publics; • Veiller à dater les contrats et autres documents liés à la procédure de passation des marchés ; • Veiller à l'exhaustivité du classement et de l'archivage au niveau de la CPM des dossiers liés à la passation des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP

DRP N° F_CHNPT_06	
OBJET: Fourniture de Consommables Informatiques	
Date d'invitation	05 février 2014
Date de dépôt des offres	14 février 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	
Attributaire	
Montant du marché en F CFA TTC	5 500 000
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	10 mois
Montant estimé	6 000 000
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - Général Distribution et Services - Mora Multi Services - BKTE - Sen Services Informatique - Sambou Distribution
<p>Il s'agit d'une DRP relative à la fourniture de consommables informatiques. La commission des marchés qui a procédé à l'ouverture des plis, était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Alassane DIOP CPM, Secrétaire.</p> <p>Les candidats suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sambou Distribution et Services : 10 183 518 TTC • Général Distribution et Services : 23 350 076 TTC • Mora Multi Services : 9 082 058 TTC <p>Le classement suivant a été proposé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1er Mora Multi Services : 9 106 098 TTC • 2ème Sambou Distribution et Services : 10 183 518 TTC • 3ème Général Distribution et Services : 23 350 076 TTC <p>La DRP a été attribuée Mora Multi Services moins disant pour un montant de 5 500 000 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Les offres financières des soumissionnaires dépassent largement le montant estimé du marché, ceci n'a pas empêché à la commission des marchés de poursuivre la procédure et de conclure le contrat avec MMS sans aucun formalisme. En effet, la DRP a été attribuée à Mora Multi Services pour un montant de 5 500 000 F CFA TTC, son offre était de 9 106 098 F CFA TTC soit une diminution de 40% et les quantités des articles commandés ne figurent pas dans le contrat signé par les deux parties alors que le cahier des charges comportait ces dites quantités ; • Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché,

	<p>en violation de l'article 78-1 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites par le CHNPT; • Non publication des résultats sur le site de la DCMF en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP ; • Le contrat n'est pas daté ; • Défaut d'archivage des documents liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement, bon de commande etc.).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect des disposition de l' Arrêté N°00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Décret N° 2014-1212 du 22septembre 2014 portant Code des Marchés Publics; • Veiller à dater les contrats et autres documents liés à la procédure de passation des marchés ; • Veiller à l'exhaustivité du classement et de l'archivage au niveau de la CPM des dossiers liés à la passation des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ; •

DRP N°F_CHNPT_05	
OBJET: Fourniture de produits d'entretien	
Date d'invitation	05 février 2014
Date de dépôt des offres	18 février 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	26 février 2014
Attributaire	FEUZE SERVICES
Montant du marché en F CFA TTC	3 000 000
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	26 mars 2014
Date du PV de réception provisoire	09 mois 18 jours
Délai d'exécution	
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - SEN PRODIS - FEUZ SERVICE - ETS MITO & MO - GLOBAL INNOVATION

	<ul style="list-style-type: none"> - TMT - ETS Eliane FALL - ETS Khady NDIAYE 								
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de produits d'entretien. La commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis, elle était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Alassane DIOP CPM, Secrétaire.</p> <p>Les candidats suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • TOUBA MULTISERVICES ET COMMERCE • ETABLISSEMENT KHADY NDIAYE • FEUZE SERVICES • ETABLISSEMENT ELIMANE FALL <table border="0"> <tr> <td>• 1er TMC :</td><td>2 096 034 TTC</td></tr> <tr> <td>• 2ème FEUZE SERVICES :</td><td>2 413 650 TTC</td></tr> <tr> <td>• 3ème Ets ELIMANE FALL :</td><td>3 514 748 TTC</td></tr> <tr> <td>• 4ème ETS KHADY NDIAYE :</td><td>4 093 656 TTC</td></tr> </table> <p>Le marché est définitivement attribué à FEUZE SERVICES suite au désistement de TOUBA MULTI SERVICES COMMERCE pour un montant de 2 413 650 F CFA TTC.</p>		• 1er TMC :	2 096 034 TTC	• 2ème FEUZE SERVICES :	2 413 650 TTC	• 3ème Ets ELIMANE FALL :	3 514 748 TTC	• 4ème ETS KHADY NDIAYE :	4 093 656 TTC
• 1er TMC :	2 096 034 TTC								
• 2ème FEUZE SERVICES :	2 413 650 TTC								
• 3ème Ets ELIMANE FALL :	3 514 748 TTC								
• 4ème ETS KHADY NDIAYE :	4 093 656 TTC								
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; • Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites par le CHNPT; • Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP ; • Défaut d'archivage des documents liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement, bon de commande etc.). 								
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect des dispositions de l'Arrêté N°00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics; • Veiller à l'exhaustivité du classement et de l'archivage au niveau de la CPM des dossiers liés à la passation des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP. 								

DRP N°S_CHNPT_003	
OBJET: Enlèvement des ordures entretien espace verts	
Date d'invitation	
Date de dépôt des offres	31 décembre 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	
Attributaire	TOUBA MULTISERVICES ET COMMERCE
Montant du marché en F CFA TTC	1 911 600
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	12 mois
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - TOUBA MULTISERVICES ET COMMERCE - SENPRODIS - GIE SALOUM MULTI SERVICES - GIE DAROU MINAME
<p>Il s'agit d'un marché relatif à l'enlèvement des ordures et à l'entretien des espaces verts. La commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis et l'attribution du marché, elle était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Alassane DIOP CPM, Secrétaire.</p> <p>Les candidats suivants ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • TMC : 1 911 600 TTC • SENPRODIS : 2 124 000 TTC • GIE SALOUM MULTI SERVICES : 1 982 000 TTC • GIE DAROU MINAME : 2 265 000 TTC <p>Le marché est attribué à TOUBA MULTISERVICES ET COMMERCE moins disant pour un montant de 1 911 600 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> • Les offres des soumissionnaires ont été datées à la main (31 décembre 2013). Nous avons noté qu'il s'agit des mêmes caractères; - Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ; - Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites

	<p>par le CHNPT;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les soumissionnaires non retenues n'ont pas été informés en violation de l'article 78-2 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. - Non publication des résultats sur le site de la DCMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP ; - Défaut d'archivage des documents liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement, bon de commande etc.).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller au respect des dispositions de l'Arrêté N°00107 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics; • Veiller à l'exhaustivité du classement et de l'archivage au niveau de la CPM des dossiers liés à la passation des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP ; •

DRP N°	
OBJET: Fourniture de pain	
Date d'invitation	
Date de dépôt des offres	26 décembre 2013
Délai de préparation des offres	
Date d'attribution	30 décembre 2013
Attributaire	SENPRODIS
Montant du marché en F CFA TTC	4 000 000
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	04 mars 2014
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	12 mois
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - SENPRODIS - SEMIB - GIE GET SERVICES GENERAL DES TRAITEURS ET SERVICES - KEUR SERIGNE FALLOU - BBIS

Il s'agit d'un marché relatif à la fourniture de pain pour le CHNPT.

La commission des marchés a procédé à l'ouverture des plis, elle était composée de : M. Mouhamadou KEBE Président, M. Karime DIATTA SAF, Membre, et M. Pape NDIAYE, Membre, M. Demba NDIADÉ Comptable matières, Membre, M. Alassane DIOP CPM, Secrétaire.

Les candidats suivants ont soumissionné :

- | | |
|-------------------------|---------|
| - SENPRODIS : | 69 HTVA |
| - SEMIB : | 74 HTVA |
| - GIE GET SERVICES : | 75 HTVA |
| - KEUR SERIGNE FALLOU : | 70 HTVA |
| - BBIS : | 75 HTVA |

Le marché est attribué à SENPRODIS moins disant pour un montant de 4 000 000F CFA TTC. Un avenant au contrat a été signé à la date du 29 octobre 2014 pour un montant de 1 200 000 FCA. Le contrat a été enregistré le 01 décembre 2014.

Non conformités

- Le cahier des charges mentionne la date du 26 décembre 2013 pour l'ouverture des plis en contradiction avec la date du 30 décembre 2013 mentionnée par le PV d'attribution;
- Toutes les offres reçues sont datées du mois de janvier 2014:
 - SENPRODIS : 03 janvier 2014
 - SEMIB : 03 janvier 2014
 - GIE GET SERVICES : 06 janvier 2014
 - KEUR SERIGNE FALLOU : 02 janvier 2014
- Il n'y a aucun élément justificatif montrant que les candidats consultés ont les capacités et les qualifications requises pour exécuter le marché, en violation de l'article 78-1 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et du point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB /CP du 31 Mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Les lettres d'invitation adressées aux candidats n'ont pas été produites par le CHNPT;
- Les soumissionnaires non retenues n'ont pas été informés en violation de l'article 78-2 du décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.
- Non publication des résultats sur le site des marchés publics en violation des dispositions de l'article 78 alinéas 3 du CMP ;
- Défaut d'archivage des documents liés à l'exécution du marché (copies des factures, PV de réception, moyens de paiement, bon de commande etc.).

- Veiller au respect des dispositions de l'Arrêté N°00107 du 07

Recommandations	<p>janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés Publics;</p> <ul style="list-style-type: none">• Veiller à l'exhaustivité du classement et de l'archivage au niveau de la CPM des dossiers liés à la passation des marchés conformément au manuel d'archivage de l'ARMP.
------------------------	--

7.2. Réponses de l'Autorité Contractante



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un but – Une foi

MINISTERE DE LA SANTE
ET DE L'ACTION SOCIALE

Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye

0724

N°.....MSAS/CHNPT/DIR/CPM

Dakar, le 9 septembre 2015

A Monsieur le Représentant du Groupe

GMS / SSPM

Objet: Réponses aux constats formulés dans
le rapport provisoire.

Monsieur,

J'accuse réception du rapport provisoire de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés conclus par le Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye (CHNPT) au titre de la gestion 2014.

Après avoir pris connaissance de vos constats et recommandations, nous voudrions en réponse, formuler les commentaires suivants:

A- Dispositif institutionnel lié à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

Constat N°1

Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés (CM) et de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) ont été transmis le 02 Janvier 2014. Suite à des observations formulées par la DCMP par courrier N°219/MEF/DCMP/DSI/08 en date du 15/01/2015 sur la composition de la CM, des rectificatifs y ont été apportés et l'acte de nomination des membres de la CM a été retransmis le 23 Janvier 2014.

Constat N°2 et 3

Les rapports trimestriels et annuels de 2014 sont produits et insérés dans les rapports de gestion qui sont régulièrement présentés au Conseil d'Administration. Nous vous transmettons ci-joints des copies de ces dits rapports. Cependant, nous avons constaté que ces rapports n'ont pas été transmis à l'ARMP. Nous prenons acte de votre recommandation et veillerons désormais à la transmission de ces rapports à l'ARMP et à la DCMP.

Constat N°4

L'insuffisance de locaux fait que la CPM est logée dans le bureau du Contrôleur de Gestion qui en est la Coordonnatrice. Dans ce bureau, la CPM dispose d'une armoire de rangement réservée exclusivement à l'archivage de ses dossiers. Avec les constructions en cours et le déménagement prochain de notre Service du Laboratoire, nous envisageons, en plus du dispositif actuel, la création de deux grandes salles des archives (archives médicales et archives administratives). En plus, en accord avec l'agent comptable, des copies des documents liés à l'exécution financière seront désormais transmis à la CPM.

Centre Hospitalier National Psychiatrique de Thiaroye - Km 18, Route de Rufisque - BP : 20.833
Tél. : 33 879.80.80 - Fax : 33 834.05.60 - E-mail : hthiajum@yahoo.fr

1

Constat N°5

La commission des marchés faisait émarger les soumissionnaires présents aux séances d'ouverture des plis sur des feuilles de présence. Nous leur avons demandé d'utiliser désormais un registre.

Constat N°6

- Pour les marchés de nettoyage et de gardiennage, le délai a bien été respecté. En effet l'attribution est intervenue seulement 24h après la séance d'ouverture des plis qui s'est tenue le 03 Décembre 2014. La date du 20 décembre évoqué dans votre rapport correspond à la publication de l'avis d'attribution provisoire de ces marchés qui se fait après avis de la DCMP sur l'attribution. Ces marchés concernés la gestion 2015. Pour la gestion 2014, l'hôpital a juste signé un avenant de reconduction du marché de 2013.
- Pour le matériel médical, l'ouverture des plis a eu lieu le 30 Septembre et l'attribution le 23 Octobre 2014.
- Concernant la fourniture de denrées alimentaires, l'ouverture des plis a eu lieu le 04 Février 2014 et l'attribution le 18 du même mois, soit un intervalle de 14 jours.
- Enfin pour les appels d'offres relatifs à la construction de l'UAD et de l'Addictologie, la séance d'ouverture s'est tenue le 27 Octobre 2014 et l'attribution le 10 Novembre 2014.

En conclusion, le retard qu'on peut relever concerne l'attribution du marché de fourniture de matériel médical. Ce retard était dû au nombre important d'offres reçues et au fait que la Pharmacienne-chef du Laboratoire chargé d'évaluer les offres était en congé de maternité.

Constat N°7

Nous prenons acte de votre recommandation et veillerons à la publication des avis d'attribution définitive conformément aux dispositions de l'article 86 du nouveau CMP.

Constat N°8

Une relecture de l'article 15 du CMP nous montre que si à l'alinéa 1 on parle de droits, impôts et taxes applicables, l'alinéa 2 vise uniquement les marchés comportant une clause d'exonération d'impôt ou de taxe. En ce qui concerne les droits d'enregistrement, c'est l'article 466 alinéas 5 du code général des impôts qui stipule:

"Sont enregistrés gratis les marchés de toute nature passés par les services et établissements hospitaliers nationaux et communaux"

Constat N°9

Après lecture à haute et intelligible voix des offres à l'ouverture des plis certains représentants de soumissionnaires n'attendent pas le PV à la fin de la séance. Pour les A.O relatifs aux travaux de construction d'une Unité d'Aide au Diagnostic (UAD) et aux travaux de construction d'une Unité d'Addictologie, les soumissionnaires ont déchargé dans le registre courrier départ de la CPM en prenant les PV d'ouverture des plis.

Constat N°10

Pour les trois (3) marchés concernés, les pourcentages appliqués varient entre 3,07% (Gardiennage et UAD) et 3,26% (Nettoyement). Après avoir calculé sur la base des montants des prévisions du budget primitif, nous avons procédé à des arrondis qui nous ont amenés à ces pourcentages. Nous tiendrons compte de votre recommandation lors des prochains Appels d'Offres.

Constat N°11

Après attribution, nous nous sommes rendu compte que les offres évaluées conformes les moins disantes étaient supérieures aux prévisions budgétaires. De la même manière, un écart positif a été enregistré sur l'Appel d'offres relatif à l'acquisition du matériel médical. Par le mécanisme des virements de crédits, nous avons pu proposer au Conseil d'Administration un réaménagement budgétaire qui augmentait les ressources prévues pour ces constructions et diminuait d'autres comptes budgétaires où il y avait un surplus.

Constat N°12

Pour les Appels d'Offres, le CHNPT prévoit toujours ces dispositions dans les dossiers. En ce qui concerne les DRP, le CHNPT, dans le souci de permettre aux petites entreprises de participer n'exige pas d'éléments justificatifs sur la capacité financière ou sur l'expérience minimale. Le point 2 de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31/03/2009 ne fait pas du justificatif d'une qualification minimale une exigence (Voir le circulaire).

Constat N°13

Les lettres informant les candidats non retenus sont toujours signées en même temps que la lettre informant le candidat retenu. Beaucoup de ces lettres sont encore au niveau de la CPM parce que les soumissionnaires ne sont pas passés les prendre malgré le fait qu'ils aient été informés par téléphone de la disponibilité du courrier.

Constat N°14

La lettre d'invitation envoyée aux candidats est insérée dans les dossiers de DRP (section 2) comme recommandé dans les dossiers types.

Constat N°15

Nous prenons acte de votre recommandation et veillerons désormais à la publication des résultats sur le site des marchés publics.

CONSTATS SPECIFIQUES**Constat N°16 et 18**

Dans les dossiers de DRP, le CHNPT ne maîtrisant pas ses consommations précise que les quantités sont données à titre indicatif. Après attribution, le montant du contrat est fixé en fonction des autorisations budgétaires. Des avenants en hausse ou en baisse sont signés en fonction des rythmes de consommation et après réaménagement budgétaire.

Après vérification au niveau de l'Agence Comptable, le montant payé s'élève à huit millions cent trente trois mille cent six (8 133 106) Francs CFA TTC.

Constat N°17

La date de clôture du dépôt des offres était initialement fixée 18 Février 2014. Mais à la veille de la clôture, seul deux candidats avaient retiré le dossier de DRP. C'est ce constat qui a amené le Service Administratif et Financier à proroger le délai de dépôt des offres d'une semaine, coïncidant ainsi à la date 25 Février. Ce report a permis de prendre contact avec les autres entreprises qui étaient sur la liste leur permettant de venir retirer le dossier. (Vous trouverez ci-joint l'avis de report de la date d'ouverture).

Constat N°19

Nous constatons au même titre que vous qu'il y a une ressemblance entre les caractères des dateuses utilisées par les différents candidats. Cependant nous ne sommes pas en mesure d'apporter des éléments de réponse sur cette question car il revient aux fournisseurs de confectionner leur document.

Constat N°20

Pour la fourniture de pain, à la suite du premier lancement aucune offre n'a été reçue à la date de clôture. L'hôpital avait ciblé directement les boulangeries qui sont dans sa zone mais ces dernières ne disposant pas de quitus fiscal (pièces exigée au paiement) ont préféré ne pas répondre à notre invitation. Ainsi le marché a été relancé, permettant à d'autres fournisseurs de déposer leurs offres. Malheureusement nous avons omis de corriger la date du procès verbal d'ouverture des plis.

Constat N°21

L'enregistrement du contrat est du ressort du titulaire du marché, c'est-à-dire la PNA. Néanmoins nous prenons acte de votre observation.

Constat N°22

Les fournitures objet de la DRP F011_CHNPT ont été livrées le 20/10/2014 avec 24 jours de retard. Le paiement n'est intervenu qu'à partir du 10/03/2015 soit plus de quatre (4) mois après livraison. Appliquer les pénalités de retard nous aurait par la même occasion conduit à payer des intérêts moratoires plus importants.

Constat N°23

Après paiement, l'ACP archivait à son niveau toutes les pièces relatives au paiement. Nous avons déjà pris des dispositions pour que des copies de ces pièces soient désormais disponibles pour l'archivage de la CPM.

AUDIT PHYSIQUE**Constat N°24**

Le CHNPT utilise les dossiers types téléchargeables sur le site de la DCMP. Dans les modèles de contrat il est précisé au premier point que seront considérés comme faisant partie intégrante de la lettre de marché tous les documents listés parmi lesquels la demande de renseignements et de prix envoyée au Fournisseur. C'est dans ce document que le CHNPT précise toujours le délai d'exécution des travaux.

Constat N°25

Les travaux entrepris en 2014 sont encore en cours d'exécution et par conséquent ne peuvent faire l'objet d'une réception.

Constat N°26

Les travaux de construction de l'Unité d'Addictologie sont financés par APL Japon sur la base d'une convention qui stipule que toute modification doit au préalable recueillir l'accord du bailleur de fonds. A l'issue des procédures d'Appel d'Offres, une demande de modification a été soumise à APL Japon depuis le 6 janvier 2015. Depuis cette date, nous avons tenu plusieurs réunions et échangé plusieurs courriers. Dès que le Ministère des affaires étrangères du Japon donnera son accord, un ordre de service pour le démarrage des travaux sera adressé à l'entreprise.

Constat N°27

Vous trouverez en pièces jointes des copies de l'avance de démarrage et du paiement du dernier décompte effectué au titre de ce marché.

Constat N°28 et 29

Vous trouverez en pièces jointes des copies des notes de service portant affectation du mobilier et matériel de bureau et du matériel informatique.

En vous souhaitant bonne réception de cette présente lettre, nous vous prions d'agréer Monsieur, l'expression de notre parfaite considération.

Le Directeur

